

Chronologie de la formation professionnelle et technique au Québec

Les dates importantes en formation professionnelle et technique de 1828 à 2005.

1828

Création du Montréal Mechanics Institute, premier "mechanic's institute"

1841

Instauration des premiers cours du soir pour ouvriers

1867

Premier gouvernement québécois de PJO Chauveau

1869

Création du Conseil des arts et manufactures pour la formation des travailleurs

1872

L'Académie commerciale catholique devient l'École du Plateau et deviendra plus tard l'École polytechnique

1882

Création de la Société d'industrie laitière du Québec

1887

Le Conseil des arts et manufactures passe sous la responsabilité du département d'Agriculture et de la Colonisation

1889

Création des écoles techniques et de l'École des hautes études commerciales

1893

Création de l'École de laiterie à Saint-Hyacinthe

1907

- Création de l'École des hautes études commerciales
- Création des corporations des écoles techniques de Québec et de Montréal

1911

Ouverture des écoles techniques

1917

- Création de l'association des techniciens de Québec et de Montréal
- Premières offres de cours du soir pour adultes par HEC

1918

- Nomination du premier directeur de l'enseignement technique, Alexandre Macheras
- Création de la corporation des écoles techniques de Trois-Rivières

1919

- Création de la corporation des écoles techniques de Hull
- Loi du salaire minimum des femmes

1925

- Congrès de l'enseignement technique
- Loi autorisant la création de cours professionnels

1926

- Loi des écoles techniques et professionnelles - Réforme de l'enseignement technique
- Création de la revue Technique

1928

- Abolition du Conseil des arts et manufactures
- Nouvelle loi qui complète celle de 1926 et crée un nouveau type d'école

1938

Création de l'Association des professeurs de l'École technique de Montréal

1933

Création de la Corporation des techniciens professionnels de la Province du Québec par la fusion des diverses associations de techniciens

1934

Loi de la convention collective

1935

- Création de l'École du meuble
- Création de l'École des textiles à Saint-Hyacinthe

1936

Création d'une école de métiers féminins, privée

1937

Signature de l'entente fédérale-provinciale Bilodeau-Rodgers avec la création du Service d'aide à la jeunesse

1938

- Création du Conseil des directeurs des écoles techniques et de métiers
- Adoption de la Grande Charte des petits salariés

1940

- Loi de l'enseignement spécialisé
- Loi réglementant les écoles professionnelles privées

1941

Création du Conseil supérieur de l'enseignement technique

1942

Création de l'École des arts graphiques

1944

La corporation des techniciens professionnels devient une corporation professionnelle

1945

- Loi de l'aide à l'apprentissage
- Création des Commissions et des Centres d'apprentissage

1946

- Création du ministère du Bien-Être social et de la jeunesse
- Création de l'Association des professeurs et du personnel de l'enseignement spécialisé du Québec

1948

Naissance de la Fédération des commissions d'apprentissage des métiers du bâtiment

1958

Changement de nom : les écoles techniques deviennent des instituts de technologie et les écoles d'arts et métiers des écoles de métiers

1959

Renouvellement des ententes fédérales-provinciales sur l'enseignement professionnel et universitaire

1961

- Création du Comité d'étude sur l'enseignement technique et professionnel (Comité Tremblay)
- Rapport du Comité Tremblay
- Création de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent)

1963

- Parution du premier tome du Rapport Parent
- Création du ministère de l'Éducation et du Conseil supérieur de l'éducation

1964

- Parution des volumes deux et trois du Rapport Parent
- Création du Comité d'étude sur la formation professionnelle par apprentissage
- La direction de l'enseignement spécialisée est confiée au ministère de l'Éducation

1965

- Rapport du Comité d'étude sur la formation professionnelle par apprentissage
- Les écoles agricoles de niveau secondaire passent sous la responsabilité du ministère de l'Éducation
- Début de l'offre des cours d'initiation au travail au niveau secondaire

1966

- Parution des volumes quatre et cinq du Rapport Parent sur la réforme de l'enseignement
- Création des Collèges d'enseignement général et professionnel

1968

Début de l'intégration des écoles professionnelles aux polyvalentes

1969

Création des Commissions de formation professionnelle (Elles sont paritaires, présentes dans les régions sur une base sectorielle. Elles remplacent les Commissions d'apprentissage)

1975

Rapport Nadeau sur les cégeps, commandé par le Conseil supérieur de l'éducation

1976

Rapport GTX publié par la Direction générale de l'enseignement collégial

1978

Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire

1979

Publication de L'école québécoise. Énoncé de politique et plan d'action par le MEQ

1980

- Publication d'un document de consultation par le MEQ La formation professionnelle au Québec
- Publication par le MEQ se L'école s'adapte à son milieu. Énoncé de politique sur l'école en milieu économiquement pauvre.

1982

- Publication du rapport de la Commission d'études sur la formation des adultes
- Publication de L'École : une école communautaire et responsable
- Publication de La formation professionnelle des jeunes. Propositions de relance et de renouveau

1984

- Fin des filières courtes de l'enseignement professionnel au secondaire
- Énoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes
- Adoption du Règlement sur le régime pédagogique du collégial

1986

- Adoption du plan d'action sur l'enseignement professionnel au secondaire
- Début de l'élaboration des programmes du secondaire par compétences

1987

Implantation de la réforme de la formation professionnelle incluant le DEP et le CEP

1988

Introduction dans le régime pédagogique du secondaire de formations pratiques de courte durée menant à une Attestation de capacité

1989

- Loi sur la sécurité du revenu - accroissement de la demande de formation professionnelle
- Modifications au Règlement sur le régime pédagogique au collégial ouvrant l'accès du DEC aux personnes avec un DEP

1990

Réforme de l'assurance-chômage - accroissement de la demande de formation professionnelle

1991

- Énoncé de politique sur le développement de la main-d'œuvre
- Création de la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'œuvre

1992

- Abrogation de l'Attestation de capacité
- Création de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
- Commission parlementaire sur l'enseignement collégial

1993

- Renouveau de l'enseignement collégial
- Disparition du CEP. Intégration des 42 programmes d'études dans la filière DEP
- Regroupement des programmes en 21 secteurs Modification de la formation générale dans les cégeps
- Début de la révision des programmes du collégial selon la méthode des compétences. Révision qui doit se poursuivre jusqu'en 1998
- Fusion du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et du ministère de l'Éducation du Québec
- Création de la Direction générale de la formation professionnelle et technique
- Création du Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques
- Mise en vigueur au secteur francophone de la reconnaissance des acquis pour l'admission au collégial

1994

- Regroupement des programmes d'études professionnelles et techniques en 21 secteurs
- Année d'implantation du plan quinquennal 1994-1999 de développement des programmes d'études professionnelles et techniques
- Mise en vigueur au secteur anglophone de la reconnaissance des acquis pour l'admission au collégial
- Mise en place des premiers modules pour l'accès au DEC par modules

1995

- Implantation des sessions d'accueil et d'intégration
- Réaménagement des unités dans la formation générale commune par le ministre Jean Garon
- Programme expérimental des voies de diversification offertes aux jeunes Création des AFP (Attestation de formation professionnelle) et du volet concomittance
- Début des travaux de la Commission sur les États généraux sur l'éducation
- Nombreuses publications du Conseil supérieur de l'éducation sur la formation professionnelle et technique

1996

Commission sur les États généraux sur l'éducation : Dépôt du rapport diagnostique et des actions prioritaires

1997

- Publication du rapport sur les cégeps .Des collèges pour le Québec du XXIe siècle
- Les programmes de la Québec sont désormais conçus selon l'approche par compétences
- Signature de l'entente de mise en œuvre Québec-Québec relative au marché du travail
- L'épreuve uniforme en langue et littérature au cégep devient obligatoire pour l'obtention du DEC
- Conférence internationale sur la formation professionnelle et technique, Les relations entre la

formation et le monde du travail : Enjeux et pratiques - Ministère de l'éducation, Emploi-Québec, Conseil des syndicats du Québec, Fédération des travailleurs du Québec, Fédération des cégeps, Fédération des commissions scolaires du Québec, Office franco-québécois pour la jeunesse, Fédération des caisses d'économie Desjardins, La sécurité assurances générales

1999

- Avant-projet de politique sur la formation continue - MEQ
- Deuxième avant-projet de politique sur la formation continue
- Adoption du régime pédagogique de la formation professionnelle
- Relèvement du seuil d'entrée en formation professionnelle

2001

- MEQ-MTSR Projet de politique sur la formation continue
- La Direction générale de la formation professionnelle devient le Secteur de la formation professionnelle et de la formation technique

2002

- Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue
- Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue
- Intégration de la Direction de la formation générale des adultes au Secteur de la formation professionnelle et formation technique qui devient le Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue

2005

- Forum sur la formation technique 2005
- Colloque interministériel sur la Reconnaissance des acquis (6-7 avril)

Source : Claudie Solar, 2005